



COMMUNIQUE

Nos Etats Généraux dérangent ?

Après l'interrégion de Marseille le 14 mai sous forme de conférence de presse, l'intersyndicale douanière de l'interrégion des Douanes de Nantes, regroupant l'ensemble des directions de Bretagne, Pays de Loire, du Poitou-Charentes-Limousin et de la direction Gardes-côtes de Nantes, a tenu le jeudi 16 mai 2013 ses États Généraux à la maison des syndicats.

Des représentants de plusieurs associations de consommateurs/salariés, de syndicats des directions de la consommation et de la répression des fraudes ainsi que des Finances Publiques étaient présents.

Cette initiative, comme d'autres en France, a bien eu lieu malgré les défections trop nombreuses d'acteurs économiques et politiques invités pour l'occasion. Il s'avère en fait, et cela a été confirmé par certains invités eux-mêmes, que la Direction Générale des Douanes a organisé un boycott en dissuadant les interlocuteurs traditionnels de la douane de participer à cette rencontre publique et ouverte. Dans cet objectif, l'administration a initié également des réunions avec les professionnels, contacté des élus afin de les convaincre du caractère partisan, voir illégitime des États Généraux.

Cette attitude est condamnable à plus d'un titre et montre la fragilité d'une administration qui veut vendre à tous prix son plan stratégique pour la douane qui se traduira encore par des réductions drastiques de moyens. Quand l'Intersyndicale s'interroge sur l'efficacité des services et du service rendu à nos concitoyens en matière de protection économique et de lutte contre les trafics, la direction générale répond : « la douane n'est pas prioritaire et doit contribuer aux efforts de réduction des dépenses publiques ».

Ceci ne peut faire taire celles et ceux qui ont un intérêt à être protégés par le service public douanier. Dans ce contexte, l'intersyndicale se félicite de la pertinence des nombreuses interventions des invités. Ces échanges, parfois contradictoires, ont par ailleurs débouché sur des propositions afin de répondre aux besoins des consommateurs.

En effet, il apparaît clairement dans les discussions que les réductions importantes des moyens de fonctionnement imposées par la mise en place de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP méthode Sarkozy) et la Modernisation de l'Action Publique (MAP méthode Hollande) asphyxient les services d'Etat chargés des contrôles de sécurité et de santé des produits de consommation.

Cette situation est aujourd'hui plus prégnante lorsque les gouvernants demandent à ces mêmes services de répondre dans l'urgence à des crises sanitaires ou de combattre les fraudes fiscales.

L'actualité démontre tous les jours que, dans un marché international ultra libéral, le besoin de gardes-fous douaniers est bien réel. Il s'agit de lutter contre les fraudes en tout genre. Les services douaniers sont parvenus au seuil critique et ceci engendre une situation de non assistance à pays en danger. Cela doit cesser immédiatement.

L'ensemble des intervenants Nantais a proposé d'intervenir chacun à son niveau de responsabilité, auprès des élus politiques, des acteurs économiques, de la société civile en général, pour que s'instaure un débat public sur ces problématiques et que cessent les politiques d'assèchement dogmatiques du service public.

Cette vision à court terme aura, à n'en pas douter, des conséquences néfastes sur la santé et la sécurité des consommateurs français, européens mais aussi à l'échelle internationale. Il suffit pour cela de constater les méfaits engendrés par cette situation dans les pays dits émergents

Il a été ainsi proposé de mettre en place des comités citoyens de surveillance de la consommation en relation avec les différents intervenants d'associations de consommateurs, d'organisations syndicales, de professionnels des contrôles, d'élus, etc... Cette journée s'est terminée par une conférence de presse.

Les États Généraux de Nantes comme ceux initiés dans d'autres régions en France (Le Havre, Marseille, Montpellier, Bordeaux, Lille, Ile de France, Toulouse) préparent les États Généraux nationaux qui se tiendront le 18 septembre prochain au Palais de IENA, siège du Conseil Économique Social et Environnemental.

Paris, le 28 Mai 2013,

L'intersyndicale douanière